



Province de Québec
MRC Beauce-Sartigan
Municipalité de Saint-Simon-les-Mines

Règlement 231-2018

Règlement relatif au Code d'éthique et de déontologie des élus

ATTENDU QUE, conformément à l'article 13 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (L.R.Q., c. E-15.1.0.1), toute municipalité doit, à la suite de toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification ;

ATTENDU QUE les formalités prévues à la loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale ont été respectées;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil tenue le 3 avril 2018;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 445 du Code municipal, un projet a été déposé lors de cette même séance;

ATTENDU que toute personne pouvait obtenir copie du règlement soumis pour adoption auprès du responsable de l'accès aux documents de la Municipalité au plus tard deux jours avant la présente séance et que dès son début, des copies ont été mises à la disposition du public;

ATTENDU QUE l'objet et la portée du règlement ont été mentionnés par le maire;

RÉSOLUTION N° 2018-08-157

POUR CES MOTIFS, il est proposé par le conseiller Jean-Yves Busque, appuyé par le conseiller Gilles Larivière et résolu qu'il soit adopté et décrété par règlement ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

La Municipalité de Saint-Simon-les-Mines (ci-après : la Municipalité), en tant qu'organisme public, présente des caractéristiques et obéit à des impératifs qui la distinguent de l'administration privée. Un tel contrat social impose un lien de confiance particulier entre la Municipalité et la population. Une conduite conforme à l'éthique demeure, par conséquent, une préoccupation constante du conseil municipal pour garantir à la population une gestion compétente, prudente et intègre des fonds publics.

Dans le respect des valeurs fondamentales mises de l'avant et énoncées dans le Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux (ci-après : le Code), il est opportun de rassembler dans le présent document les principales lignes directrices d'une saine gouvernance auxquelles les élus municipaux adhèrent.

Non seulement le présent Code énumère les bonnes pratiques et les comportements que chaque élu est invité à respecter, mais il vise de plus à accorder une protection et un soutien aux citoyens, aux employés de la Municipalité, à ses partenaires et à ses fournisseurs. Bien que le Code ne traite pas de tous les cas ni de toutes les questions pouvant être soulevées, il donne le ton à ce qui doit être considéré comme une bonne conduite en laissant à chaque élu le soin d'user de son jugement en toute honnêteté et objectivité. D'ailleurs, afin d'aider l'élue dans sa réflexion, ce Code fournit une démarche de réflexion éthique.

L'éthique et la déontologie des élus municipaux sont essentielles au lien de confiance qui doit exister entre la Municipalité et la population. Les élus reconnaissent donc et acceptent la portée et l'étendue de leurs devoirs. Il est important que ce Code soit lu, compris et accepté par tous les élus municipaux et qu'il serve d'outil de référence en toute occasion.

En appliquant ces principes et en faisant preuve de jugement, nous réaliserons notre plein potentiel, surmonterons les défis et dépasserons les attentes des citoyens, de nos employés et de l'ensemble de nos partenaires et fournisseurs.



ARTICLE 2 OBJECTIF GÉNÉRAL ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent Code détermine les devoirs et obligations des élus municipaux dans l'exercice de leurs fonctions. Le Code a pour objet d'affirmer l'engagement des élus à souscrire aux normes d'honnêteté et d'éthique dans la conduite des affaires de la Municipalité. Il ne se substitue pas aux lois et règlements en vigueur ni n'établit une liste exhaustive des normes de comportement attendues de l' élu; il est supplétif et cherche plutôt à réunir les obligations et les devoirs généraux. Plus particulièrement, il traite :

- des situations où l'intérêt personnel d'un élu peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
- des mesures de prévention, notamment des règles relatives à la déclaration des intérêts;
- de l'identification et de la gestion des situations de conflit d'intérêts, réels ou apparents;
- de toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ., chapitre E-2.2);
- de favoritisme, de malversation, des abus de confiance ou autres inconduites;
- des devoirs et obligations des élus municipaux dans l'exercice de leurs fonctions et des règles applicables après leur mandat ;
- des mécanismes d'application du Code.

Tout élu municipal est tenu de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévues par la loi et le présent Code. Le présent Code s'applique donc à tous les élus du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Simon-les-Mines.

En cas d'incompatibilité entre ce Code et les lois et règlements du gouvernement du Québec, les règles les plus exigeantes s'appliquent.

Le Code ne prétend pas être exhaustif et couvrir toutes les situations auxquelles les élus auront à faire face. Il exige que chacun d'eux adopte des principes et une conduite exemplaire dans les manières de traiter les affaires de la Municipalité.

Tout manquement au Code peut entraîner des conséquences graves pour la Municipalité. Il incombe donc à chaque élu de respecter ce Code pour assurer un standard élevé d'éthique.

ARTICLE 3 DÉFINITIONS

Dans le présent Code, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

« Avantage »

Comprend tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, ou toute autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

« Conflit d'intérêts »

Désigne notamment, sans limiter la portée générale de cette expression, toute situation réelle, apparente ou potentielle où l'intérêt direct ou indirect de l' élu municipal est tel qu'il risque de compromettre l'exécution objective de sa tâche, car son jugement peut être influencé et son indépendance affectée par l'existence de cet intérêt. Il peut s'agir aussi d'une situation où un élu utilise ou cherche à utiliser les attributs de sa fonction pour en retirer un avantage indu ou pour procurer un tel avantage indu à une tierce personne.

Dans tous les cas, un conflit d'intérêts est une situation susceptible de porter atteinte à la loyauté, l'intégrité ou au jugement d'un élu.

« Conflit d'intérêts (apparence de) »

Désigne le contexte où une personne raisonnablement bien informée pourrait croire qu'une situation risque d'influencer un élu municipal et de réduire sa capacité à réaliser ses tâches. Il peut y avoir apparence de conflit d'intérêts en l'absence de conflit d'intérêts réel.



« Déontologie »

Désigne les comportements et les normes qui viennent établir et régir les pratiques acceptables des élus municipaux.

« Éthique »

Désigne les valeurs partagées qui viennent guider les pratiques et les comportements acceptables dans toutes les dimensions du mandat des élus municipaux. L'éthique d'une organisation comme la Municipalité désigne les valeurs préconisées par l'organisation et qui sont socialement acceptées. Il s'agit d'un cadre pour la prise de décision et le leadership.

« Intérêt personnel »

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée. Sont exclus de cette notion le cas où l'intérêt personnel consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail rattachées aux fonctions de la personne concernée au sein de la Municipalité ou de l'organisme municipal.

« Intérêt des proches »

Intérêt du conjoint de la personne concernée, de ses enfants, de ses ascendants ou intérêt d'une société, compagnie, coopérative ou association avec lesquelles elle entretient une relation d'affaires. Il peut être direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« Organisme municipal »

Désigne un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une Municipalité, un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité, un organisme dont le budget est adopté par la Municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci, un conseil, une commission ou un comité formé par la Municipalité et chargé d'examiner et d'étudier une question qui lui est soumise par le conseil, une entreprise, corporation, société ou association au sein de laquelle une personne est désignée ou recommandée par la municipalité pour y représenter son intérêt.

ARTICLE 4 VALEURS

Les valeurs reflètent la culture organisationnelle de la Municipalité. Elles sont appelées à guider les décisions et les attitudes de tous. Elles ont été déterminées et définies par les élus ainsi que par la direction et les membres du personnel de la Municipalité, car ceux-ci les véhiculent au quotidien.

1° L'intégrité

L'intégrité signifie d'être transparent lors de nos prises de décision, de toujours donner l'heure juste et de donner suite à nos engagements pris tant à l'égard des citoyens qu'à nos collègues. L'élu municipal valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

2° Le respect envers les autres membres du conseil municipal, les employés de la Municipalité et les citoyens

Le respect signifie entre autres d'être poli et de favoriser l'écoute active avec les collègues et les citoyens. Particulièrement à l'égard de ceux-ci, le respect implique la diligence et la réceptivité lorsqu'on répond à leurs demandes.

3° La valorisation du travail d'équipe

Le travail en équipe est possible en créant un climat de collaboration chez toutes les personnes travaillant et veillant aux intérêts de la Municipalité tout en étant réceptif aux besoins des citoyens qui proviennent de tous les secteurs de la Municipalité.



4° La recherche de l'équité

L'équité signifie d'être juste envers chacun des citoyens et de s'assurer que le même niveau de service est offert à tous, de s'assurer que tous les citoyens soient traités sur le même pied d'égalité.

5° La confiance

La confiance de la population se construit par la présence et la transparence, qui lui sont essentielles. Ces deux qualités aident à assumer pleinement ses choix et décisions, même lors de moments difficiles.

6° La satisfaction de la population

Afin d'assurer la satisfaction de la population, il faut écouter et analyser les besoins des citoyens et leur donner de l'information claire et précise.

7° L'engagement envers le citoyen

L'engagement se manifeste par l'amélioration continue, la recherche de l'excellence, notre participation à l'amélioration concrète de la vie du citoyen ainsi que le développement et le rayonnement de la Municipalité.

8° La loyauté envers la Municipalité

La loyauté envers la Municipalité signifie qu'il faut la représenter auprès de la population en donnant l'exemple et en protégeant ses intérêts. Elle se manifeste par une conduite conforme aux engagements souscrits et par le respect des règles et des usages applicables.

9° L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil municipal

L'honneur passe par le respect de nos engagements communs, le respect de sa parole et le respect de la parole des autres. L'honneur se caractérise également par le fait de ne pas accomplir une action qui fasse perdre l'estime ou la réputation rattachée à la fonction d'élu municipal.

10° La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

La prudence implique de réfléchir aux conséquences de ses actions, d'être redevable et imputable de nos gestes et décisions et d'éviter les actes et commentaires inutiles et nuisibles pour la Municipalité. La prudence réfère à la prévoyance, la sagesse et la connaissance dans la poursuite de l'intérêt public.

ARTICLE 5 LES RÈGLES DÉONTOLOGIQUES AUXQUELLES ADHÈRENT LES ÉLUS MUNICIPAUX DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-SIMON-LES-MINES

5.1. Devoirs envers le public

Compte tenu de leur attachement à la Municipalité, les élus municipaux doivent promouvoir son caractère unique et contribuer à son développement. Ils se doivent de préserver la confiance du public et des employés en maintenant de hauts standards d'honnêteté, de transparence et d'impartialité.

5.2. Obligation de loyauté et d'assiduité

Les élus municipaux doivent agir avec loyauté envers –la Municipalité, entre autres en défendant ses intérêts à chaque occasion, contribuant ainsi à la réalisation de la mission de la Municipalité de façon honnête.

Les élus doivent assister aux séances publiques et aux séances de travail du conseil municipal avec assiduité. Lorsqu'ils doivent représenter la Municipalité lors de différentes réunions ou événements, les élus municipaux y assistent également avec assiduité.

5.3. Intérêts de la Municipalité de Saint-Simon-les-Mines

Les élus municipaux ne doivent pas faire primer leurs intérêts personnels aux dépens de ceux de la Municipalité. Dans l'exercice de leur charge, les élus municipaux doivent agir avec prudence, diligence et bonne foi et doivent formuler leurs opinions dans l'intérêt supérieur de la Municipalité.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, les élus municipaux, une fois qu'ils ont eu l'occasion de faire valoir leur opinion, doivent respecter les décisions prises par le conseil municipal et doivent s'abstenir de tout geste, action ou commentaire pouvant nuire à l'application de ces décisions.



5.4. Devoir de réserve

Les élus municipaux doivent exprimer leurs opinions de façon prudente et mesurée. Ainsi, dans l'expression de leurs opinions personnelles, les élus ne doivent d'aucune façon donner l'impression qu'il s'agit d'une position officielle de la Municipalité.

Lors d'une séance publique ou d'une séance de travail du conseil municipal, les conseillers municipaux doivent respecter l'ordre et le décorum assuré par le maire. Les conseillers municipaux doivent demander à ce dernier le droit de parole et ne doivent pas monopoliser le temps consacré sur une question afin d'exprimer leur opinion. Une fois la décision prise par le conseil municipal, les élus en prennent acte et ne peuvent revenir sur cette question ultérieurement, sauf avec la permission du conseil.

Par ailleurs, dans leurs communications avec les citoyens, les fournisseurs, les partenaires, les médias ou le public en général, les élus ne peuvent utiliser leur fonction ou leur titre afin de laisser croire qu'ils agissent au nom de la Municipalité, sauf dans le cas où une résolution a dûment été adoptée à cet effet par le conseil municipal.

5.5. Diversité

Dans leurs actions, les élus municipaux doivent considérer le respect de l'individualité de chacun et la valorisation des différences, le tout en vue d'obtenir de multiples perspectives, enrichissant ainsi la prise de décision.

5.6. Gestion non partisane

L'équité au conseil municipal se traduit, entre autres, par une gestion non partisane des ressources et des processus décisionnels. Les élus doivent exercer leurs fonctions avec impartialité et équité.

Dans leurs actions et leurs communications, les élus doivent faire en sorte que leurs opinions de nature partisane soient clairement distinguées des actions, des positions et des décisions de la Municipalité représentée par son conseil municipal.

5.7. Transparence

Les élus municipaux s'engagent à honorer leurs engagements tant à l'égard des citoyens qu'à l'égard de leurs collègues et à faire preuve de transparence dans le respect des lois applicables.

Faire preuve de transparence ne justifie toutefois pas qu'un élu contrevienne aux autres règles prévues dans ce Code ou dans les lois applicables, ce qui implique notamment que les élus ne doivent pas divulguer des informations confidentielles ou utiliser une tribune afin de remettre en question l'intégrité des autres membres du conseil municipal et des employés de la Municipalité.

5.8. Discrimination

Les élus municipaux ne tolèrent pas la discrimination fondée sur des caractéristiques personnelles. Par conséquent, dans leurs actions, les élus municipaux ne doivent pas effectuer de discrimination.

5.9. Processus décisionnel

Les élus municipaux doivent respecter les lois, règles et processus de prise de décision à l'intérieur de la Municipalité. Ils considèrent que la nature de leurs fonctions dans l'administration municipale est justement d'appliquer ces règles ou, s'ils ne les jugent pas appropriées, de proposer leur modification, leur remplacement ou leur abrogation.

Les élus municipaux doivent agir à l'intérieur du rôle et des responsabilités qui leur sont attribués par les lois applicables. Les élus municipaux ne doivent ni abuser ni outrepasser leurs fonctions et doivent respecter le rôle et les responsabilités du maire et des employés municipaux.

Par ailleurs, les élus municipaux doivent faire montre de solidarité et de respect à l'égard des décisions du conseil municipal une fois que celles-ci ont été prises par celui-ci.

5.10. Respect

Les élus s'assurent de la reconnaissance et du respect des droits des citoyens. En ce sens, dans le cadre de leurs fonctions, les élus doivent favoriser le respect dans leurs relations avec les citoyens, le public en général, la clientèle et les fournisseurs de la Municipalité.

Par ailleurs, les élus municipaux doivent en tout temps faire preuve de respect à l'égard des autres membres du conseil municipal. Les élus doivent s'adresser aux autres élus avec civilité, courtoisie, retenue et modération. Les élus ne doivent pas hausser le ton et doivent respecter le fait qu'un autre élu ait une opinion différente de la sienne. Les élus,



devant quelque tribune que ce soit, doivent respecter la dignité et la réputation des autres membres du conseil municipal.

De plus, les élus municipaux doivent respecter la dignité et la réputation des employés municipaux. Dans leurs relations avec les employés municipaux, les élus doivent faire montre de respect et doivent s'adresser à ceux-ci avec courtoisie, civilité et modération.

Les élus municipaux ne doivent pas, par leurs actions ou leurs propos, faire en sorte que la confiance du public envers la Municipalité soit remise en question.

5.11. Gouvernance

Les élus adhèrent aux principes de bonne gouvernance. Ils doivent donc faire preuve de rigueur, de prudence et de diligence dans l'orientation et la coordination de l'ensemble des initiatives et des décisions qui émanent des réunions et des assemblées du conseil municipal. Ils veillent notamment à ce que :

- les bonnes décisions soient prises;
- les ressources soient bien utilisées;
- l'information sur les activités et les résultats soit exacte et disponible au bon moment;
- les résultats soient évalués;
- l'intérêt de la collectivité soit présent.

5.12. Utilisation des ressources de la Municipalité

Les élus doivent utiliser les biens et services de la Municipalité aux fins de l'exercice de leurs fonctions. Cette utilisation se fait dans le respect des principes mentionnés dans ce Code et dans le respect des lois.

Les élus ne doivent pas confondre les biens de la Municipalité avec les leurs. Aussi, ils ne doivent pas utiliser les ressources de la Municipalité à des fins personnelles, directement ou indirectement, ou en permettre l'usage à des tiers, à moins qu'il ne s'agisse d'un service offert de façon générale par la Municipalité.

Par ailleurs, les élus ne peuvent mobiliser les ressources humaines de la Municipalité à des fins personnelles.

Dans le cadre de leurs déplacements et de leurs dépenses qui impliquent un remboursement de la part de la Municipalité, les élus doivent autant que possible en limiter les coûts et favoriser les biens et les services d'une catégorie abordable.

Si un élu a obtenu une autorisation de dépense du conseil municipal (exemple : formation, réservation d'hôtel, billet de présence) et qu'il ne peut, pour des motifs sérieux, participer à l'évènement ayant donné lieu à l'autorisation, celui-ci doit en informer le conseil municipal à l'occasion de la prochaine séance publique qui suit la tenue de l'évènement en soumettant les motifs sérieux de son absence. Si la Municipalité ne peut faire se faire rembourser, l'élu municipal doit indemniser la Municipalité du montant correspondant à la dépense qui avait été autorisée par le conseil municipal.

5.13. Discrétion et confidentialité

Les élus ne doivent pas utiliser ou communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public. Ils reconnaissent et respectent le caractère confidentiel de ces informations dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions. Cette reconnaissance et obligation perdurent même lorsque l'élu a cessé d'occuper sa fonction.

5.14. Détournement

Les élus ne peuvent détourner à leur propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien ou une information appartenant à la Municipalité.

5.15. Conflits d'intérêts

Les élus doivent éviter de se placer, sciemment, dans une situation où ils sont susceptibles de devoir faire un choix entre, d'une part, leur intérêt personnel ou celui de leur proche et, d'autre part, celui de la Municipalité ou d'un organisme municipal.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit aux élus d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de leurs fonctions, leur intérêt personnel, ou d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.



5.16. Influence et indépendance de jugement

Il est interdit aux élus de se prévaloir de leur fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne, de façon à favoriser leur intérêt personnel ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Par ailleurs, les élus doivent prévenir et éviter les situations dans lesquelles ils risquent de subir de l'influence quant à une décision qui est susceptible de favoriser leur intérêt personnel ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Les élus doivent faire le nécessaire afin de sauvegarder, en toutes circonstances, leur indépendance de jugement.

5.17. Divulcation d'intérêts

Lorsqu'ils assistent à une séance publique où doit être prise en considération une question dans laquelle eux-mêmes ou leurs proches ont un intérêt, ou une apparence de conflit d'intérêts, les élus doivent divulguer la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question. Par nature générale, on entend notamment l'intérêt lui-même, ainsi que le bénéfice qui pourrait en être retiré. Les élus s'abstiennent alors de participer aux délibérations, de les influencer et de voter sur la question. Lorsque la séance n'est pas publique, ils quittent la salle après avoir divulgué la nature générale de cet intérêt, et ce, pendant toute la durée des délibérations sur la question.

5.18. Activités extérieures

Les élus municipaux ont tout un chacun un emploi du temps et des activités extérieures en dehors de leur charge électorale au conseil municipal. Ils doivent s'assurer en tout temps que ces activités extérieures n'entrent pas ou ne risquent pas d'entrer en conflit réel ou apparent avec l'exercice de leurs fonctions à la Municipalité, ou que ces activités n'entravent pas leur capacité à accomplir pleinement leurs tâches.

5.19. Obligations d'après mandat

Les élus continuent d'avoir certaines obligations envers la Municipalité après la fin de leur mandat. Dans les douze (12) mois qui suivent la fin de leur mandat, ils ne peuvent occuper un emploi, un poste d'administrateur ou toute autre fonction d'une organisation qui leur donnerait, ou qui donnerait à cette organisation, un avantage indu compte tenu des fonctions antérieures de l' élu à la Municipalité.

5.20. Réception d'un cadeau, d'un don ou de toute forme d'avantage

Sans se soucier de la valeur du cadeau, don ou avantage, les élus doivent refuser d'accepter quoi que ce soit qui peut influencer leur indépendance de jugement dans l'exercice de leurs fonctions ou qui risque de compromettre leur intégrité.

Toutefois, les élus qui, dans le cadre de leurs fonctions, reçoivent un don ou cadeau qui est de nature honorifique, protocolaire ou qui représente une marque de courtoisie peuvent l'accepter. Dans ce cas, lorsque la valeur excède 200 \$, ils doivent produire dans les 30 jours de la réception du cadeau, don, ou toute forme d'avantage une déclaration écrite à la secrétaire-trésorière de la Municipalité. Cette déclaration doit contenir une description du cadeau, même s'il s'agit d'une somme d'argent ou d'un titre quelconque de finances, le nom du donateur, car le cadeau ne peut être anonyme, la date et les circonstances de sa réception. Le registre de ces déclarations est disponible pour le public et est déposé par la secrétaire-trésorière lors de la dernière séance ordinaire du conseil municipal de chaque année.

Enfin, les élus ne peuvent ni accepter, ni recevoir, ni susciter, ni solliciter un avantage pour eux-mêmes, ou pour une autre personne, en échange d'une prise de position sur une question dont ils peuvent être saisis dans le cadre de leurs fonctions. Il s'agit d'une question d'intégrité, de transparence et d'indépendance de jugement.

Lorsque les élus participent à un événement ou à une activité dans le cadre de leurs fonctions et qu'ils reçoivent un prix de présence et dont l'attribution n'est pas reliée à une dépense des élus à titre purement personnel, ce prix de présence doit être remis à la Municipalité afin que le conseil municipal puisse décider à quelle fin municipale ou de bienfaisance celui-ci sera utilisé.

5.21. Invitations

Les élus municipaux ne peuvent accepter les invitations de la part d'actuels ou d'éventuels partenaires d'affaires, sauf s'il s'agit d'élargir les relations d'affaires, ou afin de faciliter la discussion de questions pertinentes pour la Municipalité et qu'il en va de l'intérêt de celle-ci. Ces invitations doivent demeurer clairement dans les limites de la convenance et ne doivent pas risquer de faire douter de l'objectivité et de l'indépendance



de jugement des élus. Par ailleurs, les élus considèrent que généralement, l'essentiel des discussions sur les questions pertinentes aux affaires de la Municipalité peut être tenu dans des lieux plus neutres, tels les locaux de la Municipalité.

Suite aux discussions ayant eu lieu, les élus municipaux doivent dès que possible en informer les autres membres du conseil municipal. S'il s'agit d'un sujet d'intérêt public, le sujet est discuté en séance publique du conseil municipal. Cependant, dans le cas d'un sujet dont la confidentialité doit être assurée, le sujet est abordé par tout moyen approprié que ce soit, y compris à l'occasion d'une séance de travail. Le conseil municipal pourra alors évaluer le caractère confidentiel des informations obtenues lors des discussions et en décider du suivi.

Il est interdit à tout membre d'un conseil de la Municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Municipalité, sauf si une décision relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la Municipalité.

5.22. Ingérence

Les élus municipaux ne peuvent s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité qui relève de la direction générale et des employés municipaux, sauf dans le cadre d'une prise de décision lors d'une séance du conseil municipal ou lors de la mise en application d'une telle décision. Il est entendu que les élus municipaux membres d'un comité ou d'une commission formée par le conseil municipal ou qui sont responsables de dossiers particuliers peuvent toutefois devoir collaborer avec la direction générale et les employés municipaux, dans les limites de leur nomination à ce comité ou à cette commission ou des responsabilités particulières leur ayant été attribuées par le conseil municipal.

Les élus ne peuvent donner de directives aux employés municipaux autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal. Dans un tel cas, les directives sont mises en application auprès des employés municipaux par la direction générale.

En aucun cas la présente section ne peut être appliquée ou interprétée de manière à limiter le pouvoir de contrôle, de surveillance et d'investigation du maire sur les affaires et les officiers de la Municipalité, tel que prévu au *Code municipal du Québec*.

5.23. Exception aux conflits d'intérêts

Les élus placés à leur insu ou contre leur volonté dans une situation de conflit d'intérêts doivent pallier à cette situation le plus tôt possible à partir du moment où ils en ont connaissance.

ARTICLE 6 MISE EN OEUVRE DU CODE

6.1. Nous sommes tous responsables

Les élus ont la responsabilité de lire et de bien comprendre le contenu du présent Code. De plus, ils ont la responsabilité de mettre en application les valeurs, les pratiques et les principes qui y sont présentés.

6.2. Aide à la prise de décision

Le Code ne prétend pas couvrir toutes les situations qui peuvent survenir. Un grand nombre de situations dans lesquelles les élus peuvent se retrouver ne recevront pas de réponse précise.

Afin d'aider les élus à prendre la meilleure décision, le présent Code propose un cheminement éthique qui pourra appuyer leurs réflexions. Il est important de se poser les questions suivantes :

- La décision respecte-t-elle les lois et directives applicables et est-elle conforme au présent Code?
- Est-ce la meilleure chose à faire selon les circonstances? Est-ce que j'agis avec intégrité?
- La décision sera-t-elle considérée positivement par les citoyens, les employés, la direction de la Municipalité, les partenaires, les médias et le grand public?
- Cela projette-t-il une image appropriée de la Municipalité de Saint-Simon-les-Mines? Serais-je à l'aise si ma décision était diffusée dans les médias?
- Aurais-je la conscience tranquille?



6.3. Formation

Tous les élus municipaux doivent suivre une formation sur l'éthique et la déontologie municipale dans les six (6) mois du début de leur mandat. Cette formation doit notamment viser à susciter une réflexion sur l'éthique en matière municipale, favoriser l'adhésion aux valeurs énoncées par le Code et permettre l'acquisition de compétences pour assurer la compréhension et le respect des règles prévues par celui-ci.

ARTICLE 7 MANQUEMENTS

7.1. Signalement

Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'un élu municipal de Saint-Simon-les-Mines a commis un manquement à une règle prévue au Code peut en saisir le ministre des Affaires municipales au plus tard dans les trois ans qui suivent la fin du mandat de cet élu.

7.2. Sanctions

Un manquement à une règle prévue au présent Code peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes par décision de la Commission municipale du Québec :

- 1° la réprimande;
- 2° la remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision:
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
 - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le Code;
- 3° le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au Code, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme;
- 4° la suspension de l'élu du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un élu municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité d'élu du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

ARTICLE 8 RÉVISION DU CODE ET DISPOSITIONS FINALES

8.1. Révision

Le conseil municipal s'engage, avant le 1er mars qui suit toute élection générale, à adopter un code d'éthique et de déontologie qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modifications.

8.2. Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale

Le présent Code est un règlement municipal dûment adopté en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, ch. E-15.1.0.1).

ARTICLE 9 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Martin Saint-Laurent,
Maire

Véronique Fortin,
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Avis de motion : 3 avril 2018
Adoption : 14 août 2018
Publication : 16 août 2018